Bac Général Maths + SES (Mathématiques et Sciences économiques et sociales)

SUJET D'EXAMEN (SESSION OFFICIELLE)

Sciences économiques et sociales - Session 2022

Sujet de l'examen national tel que publié pour la session indiquée. Source : sujets nationaux publiés par le ministère chargé de l'examen et les services académiques. Document mis à disposition par FormaV pour la révision.

Toutes les annales et leurs corrigés : https://bac-maths-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

ÉPREUVE D'ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

SESSION 2022

Sciences économiques et sociales

_____

JOUR 2

Durée de l'épreuve : **4 heures**

L'usage de la calculatrice et du dictionnaire n'est pas autorisé.

Dès que ce sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 14 pages numérotées de 1/14 à 14/14.

Le candidat traite au choix le sujet de dissertation ou l'un des deux sujets d'épreuve composée (sujet A ou sujet B).

Il indique sur sa copie le sujet choisi.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique approprié à la question et en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Le travail est-il encore facteur d'intégration sociale aujourd'hui en France ?

DOCUMENT 1

Taux de chômage au sens du BIT[1] selon l'âge et le sexe de 2015 à 2019

	Taux de chômage en %					Effectif (en milliers)
	2015	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2019**
Ensemble	10,3	10,0	9,4	9,0	8,4	2 506
Sexe						
Femmes	9,9	9,8	9,4	9,0	8,4	1 206
Hommes	10,8	10,2	9,4	9,0	8,5	1 301
Âge						
De 15 à 24 ans	24,7	24,5	22,1	20,8	19,6	555
De 25 à 49 ans	9,7	9,3	8,8	8,5	7,8	1 388
50 ans et plus	7,0	6,9	6,6	6,3	6,3	563

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives.

Source : INSEE, enquêtes Emploi, 2020.

1 : BIT : Bureau international du Travail.

DOCUMENT 2

Distribution du niveau de vie[1] annuel et indicateurs d'inégalités selon l'activité en 2018

	Niveau de vie (en euros)				Rapports interdéciles		
	1er décile (D1)	Médiane (D5)	9e décile (D9)	Moyenne	D9/D1	D9/D5	D5/D1
Actifs de 18 ans ou plus	**12 320**	**22 940**	**41 740**	**26 490**	**3,4**	**1,8**	**1,9**
En emploi	13 420	23 640	42 640	27 350	3,2	1,8	1,8
Chômeurs	8 370	14 790	27 930	17 520	3,3	1,9	1,8
Inactifs de 18 ans ou plus	**11 100**	**20 390**	**37 260**	**23 810**	**3,4**	**1,8**	**1,8**
Retraités	13 100	21 820	37 910	24 880	2,9	1,7	1,7
Autres inactifs dont étudiants	8 650	15 910	34 510	21 280	4,0	2,2	1,8
Enfants de moins de 18 ans	**10 220**	**19 200**	**35 540**	**22 150**	**3,5**	**1,9**	**1,9**
Ensemble	**11 210**	**21 250**	**39 130**	**24 650**	**3,5**	**1,8**	**1,9**

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : INSEE, enquête Revenus fiscaux et sociaux, 2018.

1 : Niveau de vie : le niveau de vie correspond au revenu disponible en tenant compte de la taille du ménage.

DOCUMENT 3

C. vit en région parisienne, avec sa compagne et un enfant en bas âge. Il est en CDI dans une grande entreprise. Ses parents, encore en activité, sont tous les deux fonctionnaires. C. a découvert l'application *Local Eyes*[1] en regardant un reportage à la télévision, consacré aux sites et aux applications de « clients mystères ».
Au moment de l'entretien, sa compagne est enceinte, et tous deux songent à inscrire leur enfant à une activité de bébés nageurs à la piscine, qui coûte 19 € de l'heure. Leur enjeu : avoir un budget supplémentaire. L'objectif est de mettre de l'argent de côté pour offrir une activité à leur enfant sans impacter leur budget habituel.
C. installe sur son téléphone plusieurs applications proposant des micro-tâches. Il organise ensuite son utilisation en fonction du temps que lui laisse son travail, des avantages que chaque appli peut proposer, et de la nature des « missions ». […] Il a installé puis supprimé [des applications], en raison des bugs rencontrés. À un moment de la journée, C. quitte son domicile pour faire son running habituel, accompagné de son smartphone et d'une batterie additionnelle. Avant d'entamer sa course, il consulte ses notifications. Sur un rayon de 5 à 10 kilomètres, il peut en effet recevoir l'alerte d'une de ses applications de micro-travail, et prendre connaissance des nouvelles micro-tâches disponibles. Du choix des tâches dépendra son parcours de course. Régulièrement, C. s'arrête dans un magasin, une supérette, une pharmacie ou un supermarché de proximité, puis il prend des photos des produits indiqués par son application. Certaines micro-tâches prennent plus de temps que d'autres : il faut d'abord se présenter au gérant de l'enseigne sur laquelle on enquête, en présentant un ordre de mission envoyé sur le smartphone.
Pour raccourcir la durée des présentations ou éviter de se faire repousser, C., comme d'autres micro-travailleurs de sa catégorie, doit avoir recours à des subterfuges : prétendre qu'il est là pour comparer les prix, pour se renseigner. Il privilégie les activités qui nécessitent moins de photos à prendre, de sorte qu'il n'a pas à passer plus de cinq minutes par micro-tâche.

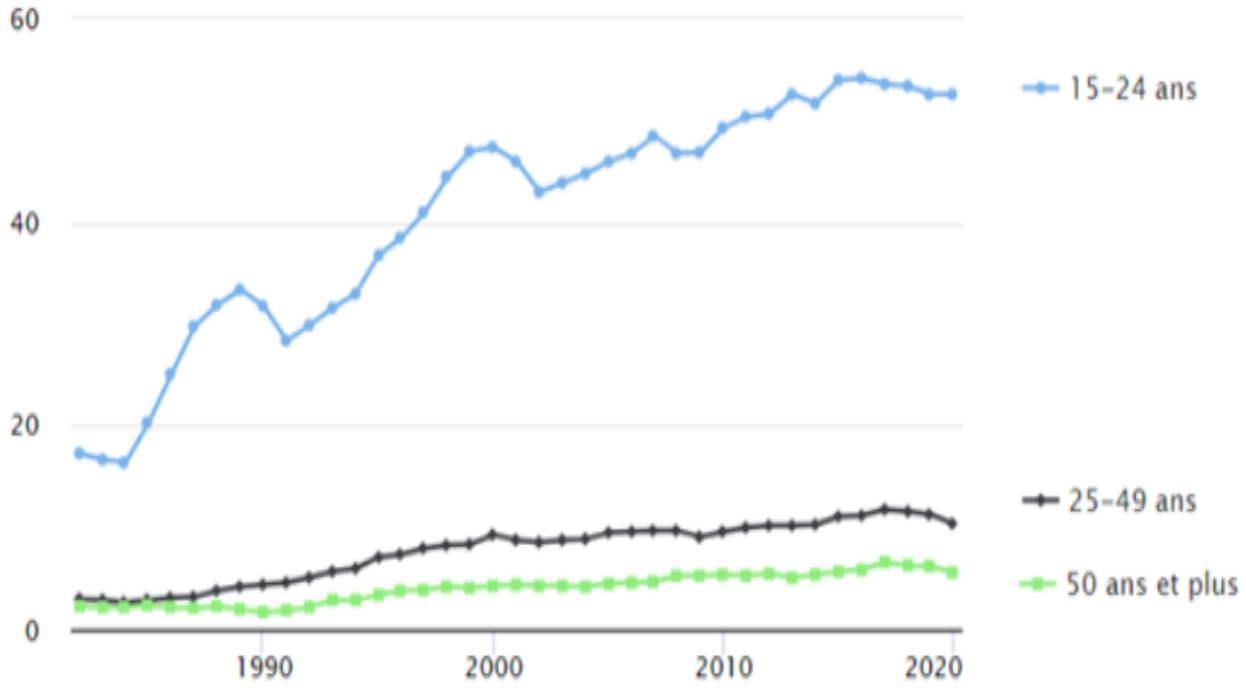
Source : Antonio CASILLI *et alii*, *Témoignage extrait de l'enquête DIPLAB*[2]*, Le micro-travail en France : derrière l'automatisation une nouvelle précarité ?*, Rapport Final « Digital Platform Labor », 2019.

1 : *Local Eyes* : application proposant des missions rémunérées en magasin (photos, questionnaires).

2 : DIPLAB : DIgital Platform LABor (plateformes dédiées au travail digital).

DOCUMENT 4

Part des emplois précaires[1] dans le total des emplois selon l'âge (en %)



Source : Observatoire des inégalités, 2021.

1 : Selon la définition de l'Observatoire des inégalités, les emplois précaires regroupent les statuts d'emploi qui ne sont pas des contrats à durée indéterminée (CDI) : contrats à durée déterminée (CDD), contrats d'intérim et contrats d'apprentissage.

Épreuve composée

Si le candidat choisit l'épreuve composée, il traite au choix le sujet A ou le sujet B

SUJET A

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.
Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.
Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

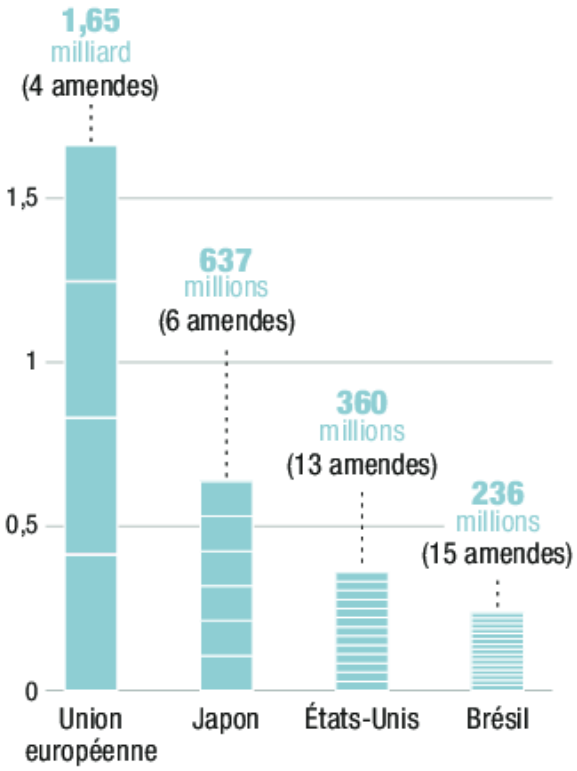
Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances *(4 points)*

Vous présenterez deux évolutions de la structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle.

Deuxième partie : Étude d'un document *(6 points)*

Amendes infligées par les autorités anti-trust contre les cartels dans le monde en 2019 (en milliards de dollars et en nombre d'amendes)



Source : www.usinenouvelle.com, 2021.

Questions :

1. À l'aide du document, vous comparerez les amendes infligées contre les cartels par l'Union européenne et par les États-Unis. (2 points)

2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous présenterez les objectifs de la politique européenne de la concurrence. (4 points)

Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire *(10 points)*

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les institutions jouent un rôle dans la croissance économique.

DOCUMENT 1

Dépenses de R&D[1] (en % du PIB) et PIB par habitant (en dollars constants de 2010)

	Dépenses privées et publiques de recherche et développement (% du PIB)		PIB par habitant (en dollars constants de 2010)	
Pays	**1996**	**2016**	**1996**	**2016**
Chine	0,56	2,11	1 332	6 884
Allemagne	2,14	2,93	34 967	45 960
France	2,22	2,25	34 276	42 055
Singapour	1,32	2,22	30 414	54 765
États-Unis	2,44	2,77	39 356	52 534

1 : Dépenses de R&D : les dépenses de recherche et développement (R&D) sont des dépenses courantes en capital (privées et publiques). La R&D regroupe la recherche de base, la recherche appliquée et le développement expérimental.

Source : Banque mondiale, 2020.

DOCUMENT 2

Les pays pauvres ont accès à la majeure partie du savoir technique qui existe. Dans ces pays, le progrès technique résulte davantage d'un processus d'imitation que d'un processus d'innovation : la question est d'y adapter les technologies disponibles à l'étranger. Lorsque l'on observe la Chine […], cela paraît facile. Dès lors, pourquoi tant d'autres pays se révèlent-ils incapables de mettre en œuvre un tel processus ? […] La plupart des économistes pensent que la principale source du problème […] réside dans de mauvaises institutions. […] La protection des droits de propriété pourrait être la plus importante. […] En pratique, qu'entend-on par « protection des droits de propriété » ? Tout d'abord, un bon système politique dans lequel les dirigeants ne peuvent pas saisir les propriétés de leurs citoyens. Ensuite, un bon système judiciaire qui permet de trancher efficacement et rapidement les différends. […] Cela comprend des lois claires et bien appliquées sur les brevets, afin que les entreprises soient incitées à faire de la recherche et développer de nouveaux produits. […] Il reste cependant une question essentielle : pourquoi les pays pauvres n'adoptent pas ces bonnes institutions ? […] Il est probable que la causalité aille dans les deux sens : un faible niveau de protection des droits de propriété réduit le PIB par tête. Mais il est également vrai qu'un faible niveau de PIB par tête entraîne une mauvaise protection des droits de propriété : les pays pauvres n'ont souvent pas les moyens d'instaurer un système judiciaire efficace. […] Dès lors, améliorer les institutions et entrer dans un cercle vertueux […] est souvent très difficile.

Source : Olivier BLANCHARD et Daniel COHEN, *Macroéconomie*, 2017.

DOCUMENT 3

La corruption (l'abus d'une charge publique à des fins personnelles) nuit à l'activité de l'État et compromet les chances de parvenir à une croissance économique durable et inclusive[1]. La corruption permet à certaines personnes de se soustraire aux impôts, tandis que d'autres finissent souvent par en payer plus. Les pertes de recettes peuvent également entraver la capacité de l'État à réaliser des dépenses sociales. En outre, la qualité des services publics et des infrastructures est réduite lorsque les décisions des pouvoirs publics sont [motivées] par les pots-de-vin ou le népotisme[2]. De surcroît, la corruption [limite] la confiance envers l'État et peut provoquer une instabilité sociale et politique.

[…] Les pays qui ont réussi à enrayer substantiellement la corruption ont été récompensés par une hausse des recettes fiscales en proportion du PIB (de 13 points de pourcentage en Géorgie et de 6 points de pourcentage au Rwanda). Les données indiquent aussi que la corruption altère la manière dont les gouvernants utilisent les deniers publics[3]. Les pays moins corrompus consacrent une part plus importante de ressources aux dépenses sociales (par exemple, parmi les pays à faible revenu, la proportion du budget consacré à l'éducation et à la santé est inférieure d'un tiers dans les pays très corrompus). Par ailleurs, les pays plus corrompus dépensent excessivement pour la construction de routes et d'hôpitaux et leurs élèves obtiennent des notes plus faibles aux examens.

Source : Fonds Monétaire International, « Freiner la corruption »,
Moniteur des finances publiques, avril 2019.

1 : Croissance inclusive : croissance qui permet de réduire les inégalités sociales au sein d'un pays.

2 : Népotisme : système politique dans lequel les dirigeants favorisent les membres de leur famille en leur octroyant des pouvoirs et des postes alors qu'ils n'ont pas les compétences pour les remplir.

3 : Deniers publics : fonds qui appartiennent à des organismes publics.

Épreuve composée

SUJET B

Cette épreuve comprend deux parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre aux trois questions proposées en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.
Partie 2 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :
- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances *(10 points)*

Question 1 (4 points) : Distinguez égalité des droits et égalité des chances.

Question 2 (3 points) : Comment les avantages comparatifs peuvent-ils expliquer le commerce international ?

Question 3 (3 points) : À l'aide d'un exemple, vous montrerez que l'engagement politique dépend de variables sociodémographiques.

Deuxième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire ***(10 points)***

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les institutions jouent un rôle dans la croissance économique.

DOCUMENT 1

Dépenses de R&D[1] (en % du PIB) et PIB par habitant (en dollars constants de 2010)

	Dépenses privées et publiques de recherche et développement (% du PIB)		PIB par habitant (en dollars constants de 2010)	
Pays	**1996**	**2016**	**1996**	**2016**
Chine	0,56	2,11	1 332	6 884
Allemagne	2,14	2,93	34 967	45 960
France	2,22	2,25	34 276	42 055
Singapour	1,32	2,22	30 414	54 765
États-Unis	2,44	2,77	39 356	52 534

1 : Dépenses de R&D : les dépenses de recherche et développement (R&D) sont des dépenses courantes en capital (privées et publiques). La R&D regroupe la recherche de base, la recherche appliquée et le développement expérimental.

Source : Banque mondiale, 2020.

DOCUMENT 2

Les pays pauvres ont accès à la majeure partie du savoir technique qui existe. Dans ces pays, le progrès technique résulte davantage d'un processus d'imitation que d'un processus d'innovation : la question est d'y adapter les technologies disponibles à l'étranger. Lorsque l'on observe la Chine […], cela paraît facile. Dès lors, pourquoi tant d'autres pays se révèlent-ils incapables de mettre en œuvre un tel processus ? […] La plupart des économistes pensent que la principale source du problème […] réside dans de mauvaises institutions. […] La protection des droits de propriété pourrait être la plus importante. […] En pratique, qu'entend-on par « protection des droits de propriété » ? Tout d'abord, un bon système politique dans lequel les dirigeants ne peuvent pas saisir les propriétés de leurs citoyens. Ensuite, un bon système judiciaire qui permet de trancher efficacement et rapidement les différends. […] Cela comprend des lois claires et bien appliquées sur les brevets, afin que les entreprises soient incitées à faire de la recherche et développer de nouveaux produits. […] Il reste cependant une question essentielle : pourquoi les pays pauvres n'adoptent pas ces bonnes institutions ? […] Il est probable que la causalité aille dans les deux sens : un faible niveau de protection des droits de propriété réduit le PIB par tête. Mais il est également vrai qu'un faible niveau de PIB par tête entraîne une mauvaise protection des droits de propriété : les pays pauvres n'ont souvent pas les moyens d'instaurer un système judiciaire efficace. […] Dès lors, améliorer les institutions et entrer dans un cercle vertueux […] est souvent très difficile.

Source : Olivier BLANCHARD et Daniel COHEN, *Macroéconomie*, 2017.

DOCUMENT 3

La corruption (l'abus d'une charge publique à des fins personnelles) nuit à l'activité de l'État et compromet les chances de parvenir à une croissance économique durable et inclusive[1]. La corruption permet à certaines personnes de se soustraire aux impôts, tandis que d'autres finissent souvent par en payer plus. Les pertes de recettes peuvent également entraver la capacité de l'État à réaliser des dépenses sociales. En outre, la qualité des services publics et des infrastructures est réduite lorsque les décisions des pouvoirs publics sont [motivées] par les pots-de-vin ou le népotisme[2]. De surcroît, la corruption [limite] la confiance envers l'État et peut provoquer une instabilité sociale et politique.

[…] Les pays qui ont réussi à enrayer substantiellement la corruption ont été récompensés par une hausse des recettes fiscales en proportion du PIB (de 13 points de pourcentage en Géorgie et de 6 points de pourcentage au Rwanda). Les données indiquent aussi que la corruption altère la manière dont les gouvernants utilisent les deniers publics[3]. Les pays moins corrompus consacrent une part plus importante de ressources aux dépenses sociales (par exemple, parmi les pays à faible revenu, la proportion du budget consacré à l'éducation et à la santé est inférieure d'un tiers dans les pays très corrompus). Par ailleurs, les pays plus corrompus dépensent excessivement pour la construction de routes et d'hôpitaux et leurs élèves obtiennent des notes plus faibles aux examens.

Source : Fonds Monétaire International, « Freiner la corruption »,
Moniteur des finances publiques, avril 2019.

1 : Croissance inclusive : croissance qui permet de réduire les inégalités sociales au sein d'un pays.

2 : Népotisme : système politique dans lequel les dirigeants favorisent les membres de leur famille en leur octroyant des pouvoirs et des postes alors qu'ils n'ont pas les compétences pour les remplir.

3 : Deniers publics : fonds qui appartiennent à des organismes publics.